

Situation économique et financière

Croissance économique et développement

La Côte d'Ivoire fait figure de puissance économique sous régionale, contribuant à plus du tiers du PIB (estimé à 58,8 Mds USD en 2019 suite au rebasage) de l'UEMOA et 60% de ses exportations agricoles ; sa population est estimée à 25,6 millions d'habitants (soit 21% de la population totale de l'UEMOA) dont 4,5 millions d'étrangers. Placée depuis 2012 sur un sentier de croissance soutenue – de l'ordre de 8% par an en moyenne – l'économie ivoirienne a traversé plusieurs crises concomitantes en 2017 (baisse du cours mondial du cacao de près de 50%, remontée des cours du pétrole, mouvements sociaux et mutineries, etc.), qui n'ont toutefois pas altéré sa dynamique, avec une croissance autour de 7-7,5% par an. **La Côte d'Ivoire présente des signes de transformation structurelle, comme en témoignent l'émergence d'une transformation locale de matières premières et la diversification des exportations.** La consommation privée et les investissements – encore surtout publics mais de plus en plus privés – sont les principaux contributeurs à la croissance. D'ailleurs, l'économie ivoirienne bénéficie encore d'un effet de rattrapage après la période de faibles investissements des années 2000, qui lui a permis de réduire le déficit en infrastructures ; ainsi, le pays disposerait d'environ 50% du réseau routier de l'UEMOA.

Les récents travaux de rebasage des comptes nationaux, en passant de 1996 à 2015 comme nouvelle année de base, ont conduit à une réévaluation du PIB de la Côte d'Ivoire de 38,2% et une confirmation du dynamisme de l'économie ivoirienne avec une croissance moyenne de 7% sur la période 2015-2018. Le pays maintient son rang de 1^{er} producteur mondial de cacao (plus de 40% de part de marché) et est même devenu en l'espace de quelques années le 1^{er} producteur mondial d'anacarde (autour de 20% de la production mondiale), mais son secteur agricole ne représente plus que 22% du PIB ; le secteur secondaire, qui compte pour près de 23% du PIB, concerne principalement le raffinage de pétrole, l'énergie, l'agro-alimentaire et le BTP ; enfin, le secteur tertiaire, prépondérant à environ 55% du PIB, est dominé par les télécommunications, les transports (portuaire et aérien), la distribution et les activités financières. **La performance et la résilience de l'économie ivoirienne reposent également sur la stabilité monétaire que lui confère son appartenance à l'UEMOA et qui se traduit notamment par une inflation faible** (0,8% en 2019 et projetée à 1,2% en 2020).

En 2019, bien qu'en léger ralentissement, la croissance s'est établie à 6,9%, grâce au dynamisme de l'industrie extractive, de l'industrie agro-alimentaire, de la construction, du transport et du secteur agricole. **En 2020, du fait de l'impact (incertain) de la pandémie COVID-19, la croissance pourrait chuter à 2,7%. Le FMI table sur un rebond fort à 8,7% dès 2021**, ce qui en ferait l'économie la plus dynamique d'Afrique subsaharienne. A moyen terme, le rythme de croissance devrait se maintenir vigoureux mais graduellement décélérer. L'inflation demeure maîtrisée (estimée à 1,6% en 2019 puis 1,2% en 2020), en-deçà du plafond communautaire de l'UEMOA de 3%.

Néanmoins, **les bonnes performances économiques n'écludent pas le fait que le pays reste marqué par la persistance de disparités socio-économiques et géographiques majeures.** Avec une espérance de vie à la naissance dépassant à peine 57 ans (4 ans de moins que la moyenne subsaharienne), le pays se classe 165^{ème} sur 189 pays au dernier classement du développement humain des Nations unies. Près de la moitié de la population vivrait en-dessous du seuil national de pauvreté de 737 FCFA/jour (1,1 EUR). Des disparités géographiques majeures persistent entre Abidjan, la capitale économique et financière du pays, et le reste du territoire : 80% de l'activité économique du pays relèverait de la seule ville d'Abidjan qui abrite pourtant moins du quart de la population du pays. Par ailleurs, l'économie reste encore largement informelle avec une part estimée entre 30 et 40% du PIB, l'emploi informel occupant quant à lui plus de 90% de la force de travail. Le pays doit à présent travailler à consolider un régime de croissance plus inclusive.

Finances publiques

En raison du rebasage du PIB, il apparaît que le pays respectait déjà dès 2018 le plafond communautaire d'un déficit budgétaire de 3% du PIB. En effet, **le solde budgétaire global est estimé à -2,9% du PIB en 2018 et -2,3% du PIB en 2019**, contre -3,3% du PIB en 2017. Toutefois, cette opération a mécaniquement entraîné à la baisse le taux de pression fiscale à 12% du PIB sur la période 2017-2019 (contre 15% auparavant), très en deçà de l'objectif communautaire de 20%. **Les projections budgétaires pour l'année 2020 sont mises à mal en raison de l'impact du Covid-19 sur les dépenses publiques et la mobilisation des recettes.** Des mesures de riposte sanitaire et de soutien à l'économie ont été adoptées par le Gouvernement, se chiffrant respectivement à 95 Mds FCFA (145 M EUR) et 1 700 Mds FCFA (2,5 Mds EUR) et doivent être exécutées sur 2020 et 2021. En 2020, il est anticipé une perte de recettes domestiques de l'ordre de 0,5% du PIB, couplée à une hausse des dépenses budgétaires de 2,4% du PIB, entraînant mécaniquement une hausse du déficit budgétaire de 2,9% du PIB, **pour s'établir à 5,2% du PIB.**

La Côte d'Ivoire reste exposée à un risque modéré de surendettement, mais est vulnérable aux chocs sur les exportations et les conditions financières des marchés internationaux. Outre les traditionnelles interventions sur le marché régional de la dette, le pays contracte des engagements auprès de bailleurs notamment bilatéraux et fait appel de manière quasi annuelle au marché offshore via des émissions d'Eurobonds. En 2018, le pays a émis un Eurobond à hauteur de 1,7 Md EUR, constituant l'émission la plus importante réalisée exclusivement en euros par un pays africain, puis a réitéré l'expérience en octobre 2019 pour le même montant, principalement destiné à une opération de reprofilage de dette. Cette dernière émission est intervenue en complément de la signature de deux prêts bancaires. **En prenant en compte le rebasage du PIB, le ratio d'endettement de la Côte d'Ivoire s'établit désormais à 37,8% du PIB à fin 2019** (contre 52,6% initialement). **L'accroissement des besoins de financement de l'Etat en vue de faire face à la crise de la pandémie du COVID-19 entraîneront une hausse du niveau d'endettement estimé à ce stade à 42,1% du PIB en 2020.** Celui-ci devrait toutefois se réduire dès 2021 à 40,7% du PIB.

Climat des affaires

L'amélioration du climat des affaires demeure une condition sine qua non au maintien d'un régime de croissance soutenu à moyen terme. Depuis 2011, **de nombreux progrès ont été réalisés notamment sur les plans juridique (codes des investissements, minier, de l'électricité, des télécommunications...) et institutionnel (création du tribunal du commerce, du guichet unique ...)**. En 2018 puis en 2019, le pays a gagné respectivement 17 puis 12 places dans le classement *Doing Business* pour se hisser au 110^{ème} rang mondial sur 190 pays. Néanmoins, de nombreux obstacles demeurent s'agissant notamment de la gouvernance (108^{ème} place sur 176 pays au classement de *Transparency International* sur la perception de la corruption) ou encore de l'insécurité foncière. **L'émergence d'un secteur privé local reste également entravée par les difficultés d'accès aux financements.** Pourtant, le secteur bancaire ivoirien présente des indicateurs dans l'ensemble bien orientés. Les autorités régionales doivent poursuivre les efforts pour améliorer l'inclusion bancaire : la Côte d'Ivoire affiche un taux de bancarisation faible de l'ordre de 22% de sa population, mais l'accès aux services financiers est porté à un peu plus de 70% en incluant l'usage de la monnaie électronique et la microfinance.

Source : FMI, RCF/RFI, avril 2020	2018	2019	2020p	2021p
Croissance en volume (en %)	6,8	6,9	2,7	8,7
Inflation (moyenne, en %)	0,4	0,8	1,2	1,4
Solde public dons inclus en recettes (% PIB)	-2,9	-2,3	-5,2	-2,5
Dette publique (% PIB)	39,7	37,8	42,1	40,7
Solde courant, yc transferts officiels (% PIB)	-3,6	-2,7	-2,5	-3,3